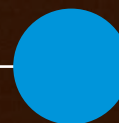


FÉVRIER

REVUE DE L'ANNÉE



ROUMANIE: D'immenses protestations ont forcé le gouvernement à renoncer à ses plans pour adopter une attitude plus clément face à la corruption.



MALAWI: Après 12 ans de campagne, une loi sur l'accès à l'information a été adoptée, bien que la société civile reste préoccupée par une nouvelle politique potentielle des ONG.

Le mois de février en Roumanie marque des manifestations d'ampleurs qui ont poussé le gouvernement à revenir sur leur décision de pardonner des responsables politiques corrompus, et d'assouplir les pénalités contre le crime de corruption. Bien que ces mesures aient été abrogées, la controverse continue de faire débat en 2017. En Chine, une manifestation environnementale a prouvé que les rassemblements citoyens au niveau local peuvent conduire au changement même dans un contexte d'espace civique fermé. A la suite d'une manifestation contre le développement d'une usine d'aluminium dans la province d'Heilongjiang, les autorités ont accepté de suspendre sa construction. Parmi les autres mouvements de protestations pacifiques du mois de février, plus d'un millier de personnes ont défilé dans les rues de Rabat, la capitale marocaine, pour commémorer le 6e anniversaire du soulèvement populaire et pour attirer l'attention sur le manque de progrès sur des questions importantes, dont la lutte contre la corruption, le manque de moyens de subsistances, et les problèmes de logement. Pendant ce temps à Podgorica, capitale du Monténégro, au moins 2 000 femmes ont manifesté contre la réduction des aides sociales pour les mères de famille. Les manifestations se sont déroulées de nouveau en avril, lorsqu'un effort à rendre ces changements anticonstitutionnels n'a pas abouti et en juin lorsque le parlement a adopté la loi.

En février, de nombreux pays ont également été le théâtre de manifestations, de plus en plus nombreuses, organisées par des mouvements régressifs attaquant les droits de l'homme. De plus, on assiste à une normalisation du discours raciste, sexiste et xénophobe. Une manifestation néo-nazie s'est tenue à Sofia, capitale bulgare, malgré une interdiction municipale. La semaine précédente, une manifestation antifasciste avait eu lieu. La manifestation a mis en évidence le problème plus large qu'est celui de la propagation et l'acceptation du discours anti-droits en Bulgarie. L'Association des journalistes européens en Bulgarie a constaté que durant les élections de février à mars, les références médiatiques aux réfugiés et aux Roms étaient extrêmement négatives. En Macédoine, deux journalistes ont été attaqués et battus alors qu'ils couvraient une manifestation organisée par un groupe

progouvernemental ; ces exactions s'inscrivent dans un climat d'antipathie croissante envers la minorité albanaise du pays. Les tensions se sont aggravées et, en avril, des partisans nationalistes ont pris d'assaut le parlement après l'élection d'un albanais d'origine ethnique au poste de président du parlement, faisant plus de 100 blessés, dont plusieurs journalistes. Après les élections, une impasse politique a entraîné une polarisation sur les questions de la participation de partis représentant la minorité albanaise et de la reconnaissance de l'albanais comme langue officielle. En mai les partis ont finalement conclu un accord de coalition, mettant fin à cette impasse.

En Afrique du Sud, des manifestations xénophobes et anti-immigration tenues à Pretoria ont viré à l'affrontement violent entre les manifestants et les migrants. L'intolérance a également montré le bout de son nez en Bosnie et Herzégovine, lorsque les membres de l'Association pour la communication et la recherche sociale ont été verbalement et physiquement attaqués après avoir participé à une manifestation de solidarité avec le mouvement LGBTI. Dans l'attente des élections présidentielles, la France a également vu une montée des discours racistes et des manifestations et affrontements violents avec des partisans du Parti du Front National, ainsi que des attaques contre les médias. Des violences ont éclaté durant des manifestations tenues à la suite de violences policières présumées contre un jeune noir.

Le mois de février a également été marqué par quelques incidents de violences policières contre les manifestants. Au moins cinq personnes ont été tuées en Guinée après une grève d'enseignants de sept semaines menant à la fermeture d'écoles et à des manifestations étudiantes, où la police a eu recours aux gaz lacrymogènes. Le même mois en Guinée, Mariam Kouyaté, une journaliste radio, a été arrêtée, harcelée et agressivement interrogée après avoir diffusé une émission radio sur les conditions déplorables des hôpitaux. Plusieurs manifestations au Bangladesh ont été dispersées par la force par la police qui a eu recours aux matraques, aux gaz lacrymogènes, aux balles en caoutchouc et aux canons à eau ; notamment durant une manifestation contre la hausse du prix du pétrole dans la capitale Dhaka, un

sit-in dans la ville de Chittagong, et une manifestation organisée à la suite du passage à tabac d'un étudiant par les forces de sécurité privées. La police au Swaziland a bloqué **une marche** organisée par les membres du congrès des syndicats du Swaziland qui se dirigeait vers le ministère du Travail et de la Protection sociale afin de présenter une pétition sur les droits du travail. En avril, des canons à eaux et des matraques ont été utilisés au Swaziland afin de disperser une **manifestation étudiante**.

Des élections ont conduit à la contestation de l'espace civique dans deux contextes assez différents. Le dictateur Turkmène, Gurbanguly Berdimuhamedow, a été réélu avec plus de 97% des voix lors d'un simulacre de scrutin où les candidats ont été soigneusement choisis pour faire figure symbolique d'opposition. Aucune élection au Turkménistan n'a jamais été déclarée libre et juste par les observateurs indépendants internationaux. **Une nouvelle vague de répression** à l'encontre des libertés de la société civile a précédé les élections, y compris par la surveillance, le harcèlement et la détention de militants, d'utilisateurs de réseaux sociaux et de journalistes. Cette année a aussi vu plusieurs cas de **mobilisation forcée** de citoyens lors d'événements organisés par le gouvernement. En Équateur, les élections présidentielles qui se sont tenues en février et un deuxième tour en avril ont abouti à une victoire à l'arraché pour le parti au pouvoir. Juste avant les élections, cinq médias ont été fermés après avoir été victimes de cyberattaques. Ils avaient mis au jour des pratiques de corruption à haut niveau. Le mois précédent, plus de 100 policiers ont perquisitionné une **station radio** après qu'elle ait diffusé le message d'un leader indigène concernant les manifestations contre les exploitations minières.

Il y eu d'autres attaques contre les médias au Lesotho. Deux stations de radio privées étaient **suspendues d'antenne** pour avoir supposément diffusé des informations qui diffamaient le premier ministre et des hauts fonctionnaires. Elles ont pu reprendre leurs activités après avoir fait appel devant la Haute Cour de justice. Le mois suivant, la police a expulsé des journalistes de la tribune de presse du parlement durant un vote de confiance au gouvernement. En

Érythrée, **deux journalistes** travaillant pour la radio et l'agence de télévision affiliée à l'état Erythréen ont été arrêtés, détenus et accusés de tenter de fuir le pays. Cette dernière est une infraction sérieuse en Érythrée, étant donné le **grand nombre** de personnes qui tentent de fuir ce pays où le travail forcé est très fréquent. Pas très loin, au Somaliland, **Baashe Hassan**, directeur de Star TV, a été détenu pendant cinq jours après avoir critiqué le gouvernement pour avoir permis l'établissement d'une base militaire des Émirats arabe unis. Au Liban, 300 personnes ont **attaqué** le siège de la station de télévision al-Jadeed, après qu'elle ait diffusé une émission sur le fondateur d'un parti politique majeur.

La journaliste uruguayenne **Isabel Prieto Fernandez**, a fait l'objet d'une tentative d'assassinat après avoir partagé ses expériences d'abus et de harcèlements policiers pendant qu'elle enquêtait une affaire de féminicide. Entre-temps, l'accès à l'information en Uruguay a été restreint par l'adoption d'un nouveau décret ayant des répercussions sérieuses pour les lanceurs d'alertes. L'association de presse uruguayenne a fait **appel** devant la cour administrative pour faire révoquer le décret. Le mois suivant, un autre décret a été adopté renforçant le pouvoir policier de disperser les foules durant les manifestations ce qui a déclenché des mouvements de protestations contre cette mesure. Plus positivement, le **Malawi** a vu du progrès avec l'adoption d'une loi sur l'accès à l'information après plus d'une décennie de plaidoyer de la société civile. Malgré ce développement positif, la société civile reste inquiète vis-à-vis d'une politique au potentiel restrictif à l'égard d'organisations non gouvernementales (ONG).

Le début de 2017 marque des nouvelles mitigées pour l'Ouzbékistan, avec beaucoup de militants de la société civile emprisonnés et détenus. En février, le journaliste **Muhammad Bekjanov** a enfin été libéré de prison après avoir purgé une peine colossale de 18 ans en détention, et avoir visiblement souffert de mauvais traitements en prison. Il est resté sous surveillance policière et n'a pas été autorisé à quitter le pays. Son collègue, Yusuf Ruzimuradov est resté en prison. Le mois suivant, **Jamshid Karimov**, un journaliste indépendant et

neveu du défunt président, est sorti d'un hôpital psychiatrique où il avait été retenu de force depuis 2006. Cependant, le même jour, la défenseure des droits de l'homme **Elena Urlaeva** a été détenue de force pendant **23 jours** dans une institution psychiatrique en avance de réunions prévues avec les représentants de l'Organisation internationale pour le travail (OIT), la Confédération des syndicats internationaux (CSI) et la Banque mondiale. Elle a documenté des cas de travaux forcés dans l'industrie du coton en Ouzbékistan. D'autres journalistes continuent d'être arrêtés, détenus et harcelés.

Des organisations humanitaires ont été prises pour cible en République centrafricaine dans une **attaque** dans la ville de Bocaranga ; les bureaux de l'International Rescue Committee et le Danish Council for Refugees ont été dévalisés, pillés et incendiés et il y aurait eu des morts. Au niveau international, 40 ONG se sont rassemblées pour exprimer leurs inquiétudes sur l'exclusion des voix syriennes dans les pourparlers de paix à Genève, engagés sous les auspices de l'ONU. Ils demandent que le processus de paix privilège **cinq** aspects clés des droits humains: mettre fin aux attaques illégales, assurer un accès à l'aide humanitaire et un passage sûr pour évacuer les civils, obtenir la justice, réformer le secteur de la sécurité et libérer les détenus. Ils ont attiré l'attention sur les nombreux manifestants et militants pacifistes qui ont été détenus et privés de leurs droits, avec un chiffre estimé à **100 000 personnes** en détention en Syrie. Le **1er mars**, la commission d'enquête internationale indépendante sur la Syrie a statué que des crimes avaient été commis par toutes les parties dans la bataille d'Alep. Dans ses conclusions, elle a souligné le besoin pour la société civile de continuer de faire pression auprès des institutions internationales pour contrer l'impunité des droits abusés.

L'engagement de l'Union européenne (UE) en faveur des droits humains a été remis en cause après la **visite** du président azerbaïdjanais Ilham Aliyev à l'UE pour discuter d'un renouvellement de son accord de partenariat malgré les nombreuses preuves de violation des droits de l'homme, dont le recours à la torture et aux détentions. La visite a répandu un sentiment d'indignation parmi la société civile. Il y a eu également de nombreuses manifestations,

particulièrement devant le parlement européen, pendant que l'institution **adoptait** l'accord néolibéral critiqué sur l'économie et commerce global entre le Canada et l'Union européenne. La société civile se préoccupe de l'impact potentiel sur l'emploi et les normes, et des pouvoirs que l'accord donnerait aux corporations transnationales de poursuivre en justice les états pour non-respect des termes de l'accord. Un développement plus positif est lié à un jugement de la Haute Cour d'Afrique du Sud qui a **statué** que la décision de son gouvernement de quitter la Cour pénale internationale était anticonstitutionnelle et invalide, et donc elle a décidé de renvoyer la question au parlement. Entre-temps, le gouvernement a été ordonné d'annuler sa notification de retrait. La décision a été prise suite à une affaire initiée par la société civile.

ROUMANIE : LE POUVOIR DU PEUPLE DÉFIE L'ASSOUPPLISSEMENT DES LOIS ANTICORRUPTION

Des **manifestations** d'ampleurs tenues en Roumanie ont forcé le gouvernement à cesser de poursuivre l'adoption d'un texte gouvernemental prévoyant l'assouplissement des lois contre la corruption, bien que ce sujet continue de dominer les discussions publiques le reste de l'année.

Des mouvements de protestations contre la corruption sont organisés de plus en plus régulièrement, indiquant à la fois la colère de la population roumaine quant aux conséquences de la corruption dans leurs vies, mais aussi les difficultés d'affronter ce problème qui est profondément enraciné. Des **manifestations de masse** ont poussé le gouvernement et le premier ministre à démissionner à la suite d'un incendie dévastateur dans une discothèque résultant en la mort de 62 personnes. Ce drame a mis au jour les pratiques de

corruptions qui ont laissé place à un mépris flagrant vis-à-vis de la sécurité publique. Cependant, lorsque le même parti est retourné au pouvoir en décembre 2016, il a cherché à rendre les situations de corruption plus facile. A la fin du mois de janvier, le gouvernement avait adopté une législation d'urgence visant à pardonner beaucoup de prisonniers condamnés à des peines de cinq ans ou moins et à dépenaliser des affaires d'abus de pouvoir dont les conséquences financières sont inférieures à 200,000 lei (51,000 Dollars US). Le gouvernement s'était défendu que l'effort visait à réduire le surpeuplement carcéral, mais pour beaucoup l'objectif véritable était clair : de libérer les personnalités politiques corrompues détenues en prison et de protéger celles qui ne s'y trouvaient pas encore. Parmi les bénéficiaires de ces mesures aurait été **Liviu Dragnea**, le chef de file du Parti social-démocrate, qui a été déclaré coupable de fraude électorale en avril 2016, et accusé de corruption en 2017. D'après les nouvelles règles il aurait pu même être nommé Premier ministre.

La population était en colère non seulement à cause des mesures proposées, qui auraient mis en place un environnement très favorable à la corruption, mais aussi parce que le gouvernement a tenté d'adopter ces mesures en catimini et d'une manière anti-démocratique. Quand l'adoption de ces mesures controversées a été annoncée sans un bruit ou avertissement préalable tard le 31 janvier, l'on ne pouvait que conclure que le gouvernement voulait éviter que beaucoup d'attention n'y soit portée.

C'est pourtant beaucoup d'attention qu'il a fini par attirer. **Viorel Miclescu** de l'ONG **CENTRAS: the Assistance for Non-Governmental Organizations**, explique que **10 000 personnes** ont défilé dans les rues de Bucarest dans les heures suivant la publication de l'information et les mouvements de protestations n'ont fait que grandir dans les jours qui ont suivi, et ce jusqu'à ce qu'ils forcent le gouvernement à revenir sur ses mesures.

Dès que l'information s'est répandue, les gens étaient dans les rues. Dans un premier temps le gouvernement les a ignorés, mais au fur



Plus de 200 000 Roumains protestent dans la capitale, Bucarest, contre les propositions visant à assouplir les politiques anti-corruption

Source: Getty Images

et à mesure que leur nombre augmentait et que les mouvements de protestations se poursuivaient jour après jour, il a été forcé de **retirer** la législation d'urgence. Ces manifestations sont les plus grandes à s'organiser dans le pays depuis des décennies. On estime même qu'à un certain moment, un demi-million de personnes sont descendues dans les rues, dont plus de 200 000 à Bucarest. Les manifestations ont été pour la plupart pacifiques, bien que des affrontements aient régulièrement éclaté entre la police et les manifestants. Les manifestants ont affronté la police en leur jetant des objets, auxquels les policiers ont **répondu** en tirant des gaz lacrymogènes. À la suite d'un affrontement, 20 personnes ont été arrêtées et huit ont été blessées.

Viorel suggère qu'il était crucial que les manifestations soient créatives et imaginatives et qu'elles attirent l'attention au niveau international, ce qui changea la donne en Roumanie :

*Les gens ont investi beaucoup d'énergie et de **créativité** dans l'organisation des manifestations en utilisant de l'humour, en créant des slogans et des mèmes amusants et en réutilisant des symboles de la culture pop. Cela leur a permis de gagner le cœur des médias internationaux, qui voyaient les Roumains, jour après jour, affronter le froid après le travail, rester dehors durant des heures dans la nuit en montrant au monde leur créativité. J'ai rencontré des journalistes de médias internationaux qui ont été impressionnés par la vivacité de la manifestation et par la capacité des manifestants à répondre aux questions en plusieurs langues. En conséquence, ils ont pu couvrir les événements en détail et positivement, ce qui a exercé une pression sur les politiciens européens et les pays européens pour qu'ils réagissent, ce qu'ils ont fait.*

La société civile roumaine a besoin du soutien international ; elle a plus d'énergie lorsque ses actions bénéficient d'une large couverture internationale. La visite d'une délégation du Parlement européen en

mars a été particulièrement significative. Les visiteurs ont rencontré des dirigeants de groupes de protestation, de nombreux journalistes ont écrit à leur sujet et le monde a découvert que les citoyens roumains veulent la bonne gouvernance, détiennent des valeurs européennes et soutiennent les efforts de lutte contre la corruption.

L'impact à court terme des manifestations s'est bien montré puisqu'après une semaine, le gouvernement a annulé le décret d'urgence, le ministre de la Justice, **Florin Iordache**, a été contraint de démissionner, le **chef du sénat** du parti au pouvoir ayant mené les efforts a été transféré à un autre poste et le parlement a **voté** pour confirmer l'annulation du changement le 21 février. Malgré ces développements, les manifestations ont continué à se poursuivre et les manifestants ont fait clairement savoir qu'ils ne faisaient pas confiance ni au parti au pouvoir, ni aux hauts responsables politiques. En mars, les manifestations hebdomadaires se sont poursuivies et en 2017 la Roumanie **en** a connu davantage, notamment contre les bas salaires et l'exploitation forestière illégale.

Pour **Stefan Cibian** de la **Fédération des organisations non gouvernementales de développement de Roumanie**, il n'est pas surprenant que les manifestations se poursuivent, étant donné la nature systémique du problème :

*Les manifestations ont continué pour une bonne raison, parce que les récentes lois et notamment les **nouvelles réglementations** sur les OSC et les décrets d'urgence du gouvernement roumain, ont démontré que les institutions publiques sont utilisées pour démanteler la démocratie et limiter la place de la société civile. Le but n'est pas la corruption ; la corruption est juste le moyen. Le véritable but est de garder le contrôle sur la société, et pour cela il est nécessaire d'obtenir un pouvoir discrétionnaire sur les ressources. C'est pourquoi, bien que la réaction du gouvernement ait été faible au début, il a eu de plus en plus tendance à limiter les manifestations, initier des actes de violences, et manipuler cette violence à des fins de répression.*

Plutôt que d'adhérer aux principes démocratiques, les partis émergents après la période communiste en Roumanie ont cherché à saisir le pouvoir au profit d'intérêts privés ou illicites...les relations entre les partis politiques et la société n'incarnent pas les principes démocratiques. Les partis veulent contrôler la société et non la représenter.

Malgré le succès des mouvements de protestations de février, la détermination du parti au pouvoir d'assouplir des règles sur la corruption reste inchangée. Bien que les pressions exercées par les manifestations aient conduit le gouvernement à mener des consultations sur les changements proposés, elles n'ont fait que renforcer la colère des manifestants, explique Viorel :

En avril, le gouvernement a répondu aux requêtes de l'UE, les États-Unis et d'autres acteurs l'appelant à analyser la législation correctement, y compris en initiant des débats et des consultations avec des juges et magistrats. Cependant, les résultats des consultations ont été rejetés par le leadership du parti et du gouvernement puisqu'ils révélaient le désaccord des praticiens quant à l'assouplissement, de quelque manière que ce soit, de la législation. Sur le pouvoir de grâce, le seul consensus au sein du pouvoir judiciaire est qu'il ne devrait pas s'appliquer aux personnes condamnées pour des cas de corruption. La majorité pense que ça ferait passer un mauvais message de permettre aux autorités publiques emprisonnées pour corruption, abus de pouvoir, conflit d'intérêts ou trafic d'influence de bénéficier du droit de grâce. Un grand nombre de personnes, y compris les autorités judiciaires, ont le sentiment que leur propre gouvernement les a trahis.

Viorel explique que les tentatives de changer la loi ont continué, indiquant jusqu'où le parti au pouvoir était prêt à aller pour faciliter la corruption, malgré les manifestations que leurs efforts provoquaient.

En août, le ministre de la justice a proposé de nouvelles réformes qui, d'après les critiques, affaibliraient non seulement la lutte contre la corruption mais aussi l'état de droit et l'indépendance du pouvoir judiciaire. Ça nous a presque ramené à la case départ... en octobre l'ancien ministre de la justice Florin Iordache a été nommé président du comité parlementaire pour assurer la stabilité législative dans le secteur judiciaire. Donc pour finir, le conflit contre le gouvernement s'est transformé en un conflit contre le parlement. Le gouvernement s'est retiré mais les membres du parlement ont continué de défier l'indignation du public. Plusieurs mois après les faits, les gens ont occupé la place devant les bureaux du gouvernement à Bucarest... en novembre, neuf mois après les premiers mouvements de protestation, les Roumains ont de nouveau manifesté contre des changements de législation proposés et ont rappelé au gouvernement qu'il avait plutôt intérêt à rester vigilant quant à toute tentative de ralentir la lutte contre la corruption.

En juin, à la suite de l'échec du gouvernement d'adopter les mesures, le parti au pouvoir a retiré son soutien. Le Premier ministre était évincé du pouvoir, et son remplacement a été **forcé de partir** à son tour en janvier 2018 afin d'être remplacé par quelqu'un qui aurait été plus **proche** du dirigeant du parti. Malgré la colère du public, le parti au pouvoir continu sa lutte, y compris par des attaques contre les ONG, raconte Viorel :

*Les ONG sont ciblées par des législations restrictives. Ce n'est tout de même pas pire ici qu'en Hongrie (voir juin), mais la majorité politique régresse vers le même modèle. Une campagne de diffamation contre les ONG est menée de manière continue, de plus, il est constamment insinué que les ONG ont des intérêts cachés dans la déstabilisation du pays. En juin, un **projet de loi** a été proposé afin de fermer de force toute ONG qui ne publiera pas les rapports de ses revenus et dépenses, ainsi que les noms de leurs donateurs, deux fois par an. Il s'agit d'un fardeau administratif arbitraire, s'appliquant plus strictement à*



ANTI-CORRUPTION
is in OUR
DNA

Les manifestations contre la corruption se sont poursuivies en 2017

Source: Getty Images

la société civile qu'à d'autres secteurs, qui sert le but d'accroître le contrôle du gouvernement sur la société civile. La mesure était acceptée de manière tacite par le sénat en novembre et soumit à la chambre des députés pour examen. Nous sommes persuadés que nous pouvons la bloquer mais nous savons aussi que le gouvernement va continuer ses efforts à restreindre la société civile.

A ce jour, plus de **manifestations étaient en train de s'organiser**. Un an après, les dirigeants politiques roumains cherchaient toujours à faciliter les pratiques de corruption et le peuple roumain continuait toujours de se mobiliser pour les arrêter. En conséquence, Stefan s'est demandé si l'environnement actuel favorable aux mouvements de protestation pourrait être prolongé dans la durée et quel rôle pourrait jouer la société civile :

Les mobilisations citoyennes de 2017 ont réussi à ralentir les plans du parti au pouvoir, mais ces derniers sont maintenant en train d'être mis en œuvre à travers le parlement. Les réactions citoyennes, d'un autre côté, sont loin d'être aussi fortes qu'elles l'étaient au début de 2017.

Les mobilisations de 2017 ont conduit à, d'un côté, de plus en plus de personnes en colère et, de l'autre, de plus en plus de personnes déresponsabilisées. Les ONG ont joué un rôle marginal dans les protestations jusqu'à présent. Leurs capacités à pouvoir mobiliser les citoyens, ou à coordonner leurs efforts entre eux demeurent d'une faiblesse alarmante. Bien que des connexions aient été établies avec des mouvements de mobilisation dans d'autres parties du monde,

elles se sont limitées principalement à titre d'inspiration et ont inclus très peu de ceux impliqués.

Ces difficultés sont dues aux faiblesses inhérentes à la durabilité d'une société civile organisée. Le mouvement de démocratisation guidé par le soutien des donateurs n'a pas mené à une société civile organisée et durable que ce soit en matière de ressources, en matière de connexion à la sphère gouvernementale ou de lien aux communautés locales. La société civile est faible en termes de ses capacités à s'organiser et à articuler des intérêts communs, tout en gardant ses distances avec les partis politiques principaux.

L'organisation de Viorel a reconnu qu'une nouvelle forme de regroupement de personnes s'est mobilisée face aux mesures de corruption. Elle s'est créée en grande partie de manière informelle et en dehors des structures existantes d'ONG par l'utilisation accrue des réseaux sociaux. En essayant de maintenir l'élan des protestations, il était important de ne pas pousser les mouvements à se structurer en des formes plus conventionnelles d'ONG qui auraient pu saper les énergies à un moment crucial. Plutôt, afin de maintenir la dynamique positive, l'organisation de Viorel a lancé une collecte de fond auprès des individus pour pouvoir soutenir les actions de suivi, pour promouvoir les efforts militants et renforcer les valeurs civiques. D'après Viorel, l'importance des événements de 2017 réside dans le fait que de nouvelles personnes ont été amenées à manifester et celles-ci ont le potentiel de rester des citoyens actifs.

A la suite des actions du gouvernement en janvier et février, beaucoup de personnes dont la vie privée se limitait au triangle travail, famille et vacances, sont soudainement devenus des citoyens engagés. Le fossé énorme entre le peuple et la soi-disant classe politique est devenu flagrant aux yeux de tous.

Nous avons à présent toute une nouvelle génération de citoyens conscients. La politique est devenue une des conversations les plus

courantes de la vie quotidienne. Des débats et forums sont en train de s'organiser pour canaliser ces énergies, parce que les personnes n'ont pas eu beaucoup d'expérience dans la pratique des valeurs civiques et ont tout juste commencé à apprendre comment participer, se former, exprimer une opinion et interpréter les événements politiques.

En temps normal, une manifestation typique contre l'abus de pouvoir gouvernemental aurait rassemblé quelques centaines de personnes. En février, près de 600 000 personnes ont défilé dans les rues en Roumanie en une seule nuit. Les mouvements de protestations ont même atteint les petites villes qui n'avaient jamais vu de manifestations auparavant. Ces manifestations sont les plus grandes jamais organisées dans cette partie du monde.

Les manifestations contre la corruption et en faveur des valeurs européennes ont eu beaucoup de signification dans le contexte d'incertitude actuel, particulièrement après le vote Brexit au Royaume-Uni et le progrès de l'extrême droite dans les élections hollandaises et françaises. Ces manifestations ont transmis un message d'unité autour des valeurs européennes et pour cela peuvent être un modèle à suivre dans le futur.

C'est une époque fascinante. D'un côté, jamais avant avons-nous eu des politiciens si malveillants et égoïstes, aux qualités professionnelles et humaines si déplorables. D'un autre côté, il y a maintenant une masse de nouvelles personnes active dans l'espace civique, se préparant à surveiller le gouvernement et, en fin de compte, à éduquer les politiciens. Les politiciens ne pourront être éduqués seulement si les citoyens s'éduquent d'abord : des millions de personnes ont besoin de s'éveiller pour comprendre qu'il y a d'autres façons de vivre leur vie.

Alors que le gouvernement essaye encore de faire adopter ses mesures sur la corruption, Stefan observe que la démocratie en Roumanie se trouve à un moment crucial, où l'action des personnes pourrait faire pencher la balance.

Si la Roumanie doit résister pour ne pas suivre la direction d'autres pays, où les dirigeants radicaux ont établi un régime de plus en plus répressif, alors le peuple roumain et les ONG doivent continuer de se mobiliser et d'exiger que leur mot à dire soit davantage inclus dans le système de gouvernance.

Je décrirais l'état actuel de la démocratie en Roumanie comme étant inquiétante. Dans le passé il y avait une tendance positive au niveau de la base, où les individus et communautés se sont affirmés après la chute du régime totalitaire dangereux qui était au pouvoir jusqu'en 1989. Plus récemment cependant, l'humeur politique est retournée vers les pratiques totalitaires d'avant 1989.

Cela s'inscrit malheureusement dans le cadre d'une tendance plus large, avec plusieurs pays dans la région menés par des dirigeants élus démocratiquement qui sont, finalement, en train de détruire ou nuire aux mêmes systèmes démocratiques qui les ont amenés au pouvoir. Pays après pays en Europe centrale et de l'est, et même au-delà, sont en train de suivre la même approche : République Tchèque, Hongrie, Pologne, Russie, Turquie et maintenant la Roumanie.

Il s'agit d'un moment crucial pour la démocratie roumaine. Si les citoyens sont capables de reconnaître ce qui se passe et de se mobiliser, ils seront plus à même de protéger leurs droits et de rétablir un système démocratique. S'ils n'agissent pas, la Roumanie très probablement rejoindra le club des « démocraties autocrates » de la région.

AU MALAWI : L'ADOPTION D'UNE NOUVELLE LOI POSITIVE, MAIS UN PROJET DE POLITIQUE INQUIÉTANT

Il s'agissait d'un pas en avant, mais potentiellement accompagné d'un pas en arrière pour la société civile au Malawi en 2017. En février, le président Peter Mutharika a promulgué la loi sur 'l'accès à l'information (AaI)'. Le projet de loi a été adopté au parlement en décembre 2016 et n'attendait plus que la signature du président. Tout comme les lois similaires adoptées au Liban le mois précédent, le moment marque la culmination d'une **longue campagne de plaidoyer** de la société civile durant les 12 dernières années. Mais bien que la société civile ait accueilli positivement ces développements, elle continue de faire face à des

IL FAUT UNE
POLITIQUE DES
ONG ROBUSTE,
ADAPTÉE ET
INCLUSIVE QUI
ADRESSERA
LES DÉFIS
AUXQUELS
SONT
CONFRONTÉES
LES ONG



menaces grandissantes, sous la forme d'une nouvelle politique à l'égard des ONG, qui menace d'introduire de nouvelles mesures restrictives contre elle.

Fletcher Simwaka du **Centre pour les droits de l'homme et la réhabilitation** présente les développements positifs et négatifs auxquelles fait face la société civile au Malawi :

Dans certains cas, l'on observe des progrès louables initiés par le gouvernement pour que les citoyens puissent jouir pleinement de leurs droits politiques et civiques au Malawi. Contre toute attente, le président a promulgué la loi Aal, marquant un moment historique puisque cette loi permettra aux citoyens d'accéder à des informations primordiales détenues par le gouvernement. La loi Aal est un outil efficace pour établir une culture de transparence et d'ouverture des opérations gouvernementales. En plus de la loi Aal, l'état de l'espace civique au Malawi s'est considérablement amélioré par l'assouplissement de l'approche passée du gouvernement sur la liberté d'association. Les citoyens préoccupés et les militants des droits de l'homme peuvent à présent organiser des manifestations pacifiques à l'encontre du gouvernement sans conséquences légales injustifiées.

D'un autre côté, le gouvernement a fait preuve d'une certaine intolérance envers le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en particulier contre les défenseurs des droits de l'homme et les OSC les plus critiques. La présente administration utilise la tactique de diviser pour mieux régner afin d'affaiblir et d'isoler la société civile, en nommant, par exemple, les défenseurs des droits de l'homme les plus fervents à des postes gouvernementaux. En outre, le gouvernement joue un rôle majeur en influençant les élections des dirigeants de réseaux et plateformes de la société civile en promouvant leurs propres pions. Il est malheureux que le gouvernement applique une justice sélective avec l'objectif de protéger ceux loyaux au parti au pouvoir. Seuls les cas impliquant les critiques du gouvernement sont traités avec diligence.

La société civile était très critique vis-à-vis à la fois du processus menant au développement de la politique proposée sur les ONG et de son contenu et ses conséquences potentielles pour les ONG, particulièrement quant à leur autonomie et le champ de leurs opérations, dit Fletcher.

La préoccupation principale de la société civile concernant le processus de développement de cette politique est qu'il n'y pas eu de consultations significatives avec le secteur de la société civile. Ceux ayant élaboré cette politique ont procédé à une consultation sélective en incluant seulement les ONG progouvernementales. Deuxièmement, le projet de politique, dans sa définition de société civile est presque silencieux sur la reconnaissance d'ONG travaillant sur la gouvernance et les droits humains. Il présume que toutes les ONG sont des organisations caritatives ou communautaires qui existent afin de compléter les services publics pourvus par l'État. Il s'agit d'une omission intentionnelle et dangereuse puisqu'elle pourrait nuire systématiquement au rôle également important des ONG et militants travaillant sur la gouvernance et les droits humains au Malawi.

Le projet de loi ne mentionne pas la protection des ONG et des défenseurs de droits humains. La politique devrait reconnaître le rôle de vigie des ONG dans l'exercice de l'autorité politique et légale par ceux en charge publique. Les domaines de priorités de la politique doivent être élargis.

Le projet de politique prévoit que les structures de planification de développement pertinentes seront accordées des pouvoirs plus grands et injustifiés pour valider les projets développés par les ONG. La politique prévoit qu' « un projet ne sera mis en œuvre seulement si les structures l'approuvent ». De tels amples pouvoirs porteront atteinte à l'indépendance et à la sphère privée des ONG.

Une autre inquiétude est à la fois l'alourdissement du fardeau administratif que la politique impose aux ONG et la possibilité que le gouvernement

révoque l'enregistrement les ONG avec qui ils sont en désaccord. Ceci était particulièrement inquiétant étant donné qu'en 2016, le ministère du Genre, de l'Enfance, du Handicap et de la Protection sociale a appelé l'organisme réglementaire officiel, le bureau des ONG, à **dissoudre** les ONG jugées non responsables, ce qui a été interprété comme signifiant celles qui critiquent le gouvernement. La société civile au Malawi est déjà confrontée à des restrictions quand elle exprime son opinion. Les défis signalés en 2017 incluent des tentatives des représentants du gouvernement de **discréditer** une manifestation organisée en janvier sur le prix du maïs vendu par une entreprise d'État ; la détention d'un jeune militant, **Steven Simsokwe**, pour avoir manifesté contre la délocalisation d'un camp de réfugiés ; des menaces à l'encontre d'un cybermilitant, **Negracious Justin**, pour avoir remis en cause le prix élevé d'un projet d'eau et enfin ; la condamnation et la déportation de **huit militants** tanzaniens qui tentaient de surveiller l'impact de l'extraction d'aluminium sur les communautés. Les huit ont été **maltraités** durant leurs détentions. Dans l'ensemble, ces incidents suggèrent que le contrôle public et la responsabilité de l'État à rendre des comptes, particulièrement liés à la dépense publique restent des sujets épineux pour le gouvernement.

Fletcher soulève son inquiétude que toute nouvelle politique pourrait créer des difficultés pour la société civile de pouvoir défendre les droits, faire valoir le principe de responsabilité et dénoncer les attaques contre les militants.

La politique va accroître le fardeau administratif pour les ONG et laisser à la discrétion bureaucratique à la fois le pouvoir de rejeter les demandes d'enregistrement des ONG et de cibler les ONG qui dénoncent le gouvernement. C'était le cas en 2014, quand le bureau des ONG a menacé de dissoudre les ONG qui n'étaient pas enregistrées avec le bureau, malgré le fait que la Loi des ONG (2000) ne lui accorde pas les pouvoirs de dissoudre les ONG.

Certaines ONG menacées d'avoir leur enregistrement révoqué sont celles qui sont impliquées et actives dans les enjeux politiques. Certains

au sein de la société civile ont suggéré que la politique a pour but de cibler les ONG travaillant sur les droits de l'homme et la gouvernance, qui sont des critiques du gouvernement. La disposition a toujours été source de friction entre le gouvernement et les ONG focalisant sur les droits humains.

Pour adresser ces problématiques, Fletcher appelle au soutien international et formule les recommandations suivantes :

La Loi des ONG a besoin d'être révisée et modifiée afin de refléter l'esprit de la constitution. Il faut une politique des ONG robuste, adaptée et inclusive qui adressera les défis auxquels sont confrontées les ONG et le gouvernement doit initier une loi qui protège les défenseurs des droits de l'homme.

Le soutien de la société civile internationale joue un rôle important dans le renforcement des capacités de la société civile locale, pour leur donner les moyens d'exiger, promouvoir et protéger l'espace civique au Malawi. La société civile internationale peut aussi former des partenariats avec la société civile locale pour provoquer le changement.

A ce jour, le gouvernement n'a toujours pas finalisé le projet de politique des ONG. Beaucoup au sein de la société civile ont exigé plus de consultations avec une plus grande diversité d'acteurs de la société civile. Ils veulent que le gouvernement montre qu'il est prêt à écouter et à offrir une politique qui est plus inclusive, plus ouverte à l'autonomie de la société civile et plus favorable aux différents rôles que la société civile peut jouer, y compris dans la promotion de la démocratie, la bonne gouvernance, la redevabilité, la transparence et le respect des droits de l'homme.